



SOMMAIRE

ACTU

- ✓ Au CRAJEP p1
- ✓ Chez les membres et leurs réseaux p2
- ✓ En région p5
- ✓ Au national p6

OUTILS

- ✓ Consultation p9
- ✓ Réalisation p9
- ✓ Ressources pédagogiques p9

INFOS-REFLEXION

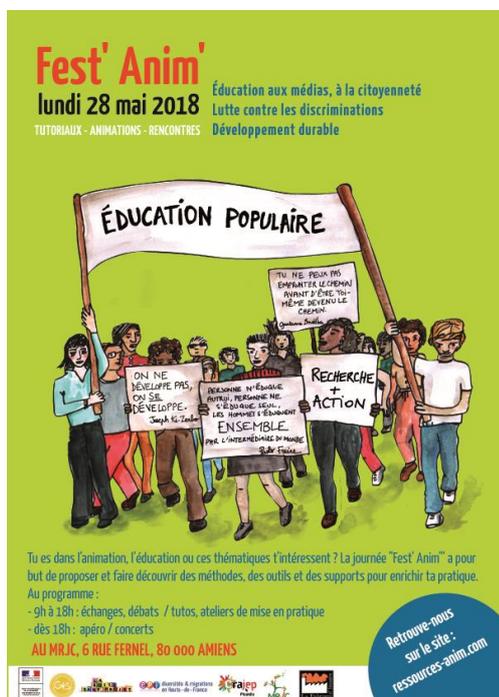
- ✓ Dossiers thématiques : *Migrations / Directive « Travel »* p10
- ✓ Publications p14
- ✓ Presse / Sur le Net p15



ACTUALITES



AU CRAJEP



Fest'Anim'
Éducation aux médias, à la citoyenneté
Lundi 28 mai 2018
Lutte contre les discriminations
Développement durable

TUTORIAUX - ANIMATIONS - RENCONTRES

ÉDUCATION POPULAIRE

ON NE DÉVELOPPE PAS...
ON SE DÉVELOPPE...
Joseph Le Zant

RECHERCHE + ACTION

TU NE PEUX PAS...
...AVANT D'ÊTRE...
...MÊME...
...CROIRE.

RECONNAÎTRE...
...LES HOMMES...
...ENSEMBLE...
...PAR L'INTERMÉDIAIRE...
...DE FRANCE.

Tu es dans l'animation, l'éducation ou ces thématiques t'intéressent ? La journée "Fest'Anim" a pour but de proposer et faire découvrir des méthodes, des outils et des supports pour enrichir ta pratique.

Au programme :

- 9h à 18h : échanges, débats / tutos, ateliers de mise en pratique
- dès 18h : apéro / concerts

AU MRJC, 6 RUE FERNEL, 80 000 AMIENS

Retrouve nous sur le site : ressources-anim.com

Initié il y a près de deux ans, le **réseau Ressources-anim**, qui rassemble des associations, dont le CRAJEP, œuvrant dans le champ de l'**Éducation à la Citoyenneté et au Développement**, lance aujourd'hui son temps fort : le **Fest'Anim'**, journée pour découvrir de nombreux outils, pour enrichir ses pratiques éducatives sur l'éducation à la citoyenneté, pour échanger entre professionnel-le-s (ou non !), pour découvrir des moyens de mettre en place de nouvelles actions...

Anim', éduc', profs, instits,... toutes les personnes qui doivent animer des temps pédagogiques avec des publics, jeunes ou moins jeunes, sont les bienvenues !

Un repas est prévu le midi, à prix libre et sur inscription..
Un apéro animé est prévu en fin de journée !

RDV le lundi 28 mai, de 9h à 18h,
Dans les locaux du MRJC, 6 rue Fernel, à Amiens

[Inscription en ligne](#)



COMMUNIQUE DE **CONCORDIA** A PROPOS DU PROCESSUS D'EXPULSION SUR LA ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES

Depuis 68 ans, les valeurs de l'éducation populaire et de l'écologie sont au fondement du **projet** de l'association Concordia. Parmi elles, on retrouve : la **possibilité d'expérimenter, de décider collectivement, d'inscrire l'activité humaine dans le respect de la biodiversité, de circuler librement et de vivre en paix.**

Ces valeurs sont également portées par nombre d'initiatives développées depuis des années sur la **ZAD de Notre-Dame-des-Landes**, d'abord en réaction à un projet de construction d'aéroport sur un bocage magnifique et riche de sa biodiversité, puis pour le maintien de celle-ci et la mise en place d'activités humaines (agricoles, culturelles...) intégrées au territoire.

Par conséquent, face au processus d'expulsion d'habitant.e.s de cette ZAD qui a débuté le 9 avril, au mépris du dialogue, **Concordia** :

- **dénonce** les expulsions en tant que telles, ainsi que leur extrême brutalité, qui font que des gens ont vu en quelques heures seulement leur habitat détruit, leurs activités (agricoles, notamment) mises à mal et leurs rêves fracassés par les gaz lacrymogènes et les tractopelles ;
- **affirme** son soutien aux personnes vivant sur zone et aux expérimentations sociales qui y sont menées ;
- **invite** les pouvoirs publics à s'engager pour de bon face aux grandes problématiques de nos sociétés (multiples formes de pauvreté, de précarité, d'isolement social et d'injustices, réchauffement climatique, atteintes aux biens communs, recul des services publics - comme l'a dénoncé le 11 avril le Défenseur des droits, etc.) plutôt que de s'en prendre à celles et ceux qui essaient de construire, individuellement ou collectivement, un monde plus accueillant, juste et tolérant.

Que vivent les utopies!

Concordia, ensemble, ailleurs, autrement.

[Pour lire le communiqué en ligne](#)

COMMUNIQUE DU **MRJC** NATIONAL

Une société qui expulse ses citoyens aujourd'hui, c'est une société en marche à l'envers.

A **Notre Dame des Landes, dans les universités, dans la rue ou encore dans les hôpitaux**, soignant.e.s, avocat.e.s, fonctionnaires, cheminot.te.s, étudiant.e.s, paysan.ne.s : toutes et tous expriment le **refus d'une société marchandisée** vers laquelle le gouvernement veut nous emmener en marche forcée.

La seule réponse du gouvernement face à ces contestations est l'**usage de la force** comme en témoigne les nombreuses expulsions des militant.e.s en lutte.

Le MRJC appelle à s'engager dans ces luttes. Nous sommes les travailleur.euse.s, étudiant.e.s, paysan.e.s, instituteur.trice.s, soigneur.gnante.s, entrepreneur.euse.s, cheminot.e.s qui **construisons la société d'aujourd'hui et de demain.** En disant aujourd'hui **NON à ces violences** physiques, sociétales et économiques, nous disons **OUI à un avenir** que nous souhaitons solidaire, durable et humain. Demain, nous ne voulons pas d'une société où tout sera marchandise.

Quand tout sera privé, on sera privés de tout !

Nous voulons une société basée sur des services publics permettant l'égalité entre tou.te.s.

Nous voulons des trains présents sur l'ensemble du territoire pour nous déplacer de manière écologique.

Nous voulons des universités ouvertes permettant à chaque personne d'étudier librement dans des conditions dignes.

Nous voulons des hôpitaux où nous pourrions avoir le droit d'être soignés quel que soient nos ressources et où l'humain est au centre.

Nous voulons des campagnes vivantes et accueillantes dans lesquelles vivre, décider, et travailler au pays ne sera pas un vain slogan.

[Lire le communiqué du MRJC en ligne](#)

PAUVRETE : DES ASSOCIATIONS DONT LA **JPA** PLAIDENT POUR UN « DROIT » AUX VACANCES

Selon un sondage Ifop, **une famille sur trois** ne part pas en vacances et 58 % des Français les considèrent comme «**sources d'inégalités**».

C'est le constat d'un rapport intitulé « **#En vacances !** » réalisé par la **JPA, Jeunesse au Plein Air**, l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (Unat) et Solidarité laïque.

Ces trois organismes se sont associés pour lancer une **campagne de plaidoyer** destinée à reconnaître et favoriser un **droit** auquel tout le monde n'a pas accès. Loin de là.

Selon les auteurs du rapport, **22 millions de Français, soit 36 %** de la population du pays, sont **exclus du droit universel aux vacances**. Parmi eux « **trois millions d'enfants** [des mineurs de moins de 18 ans, ndlr] ne partent jamais et un tiers des personnes en situation de handicap non plus ».

Ces chiffres relèvent d'« une estimation prudente, à minima, dont les dernières études remontent à 2013 », expliquent les trois associations. Elles sont très préoccupées par les régressions constatées pour la jeunesse. « En dix ans, les départs en colonies de vacances ou en camps scouts ont connu une baisse de 20 %. »

Accéder à l'article sur le site de Libération : [ICI](#)

SCIENCES ET EDUCATION AVEC LES **FRANCAS** ET LES **CEMEA**

JOURNEES D'ETUDES

29 ET 30 MAI 2018, 9H - 17H

salle des Provinces, quartier Etouvie, 80000 Amiens

LA PLACE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DANS L'ACTION ÉDUCATIVE TERRITORIALE

Mardi 29

Sciences, Territoire et Patrimoine

10h : La place des sciences et techniques en région Hauts de France

11h : Regards croisés entre deux mouvements de l'éducation populaire

14h : Tables rondes

- Valorisation du patrimoine scientifique, technique et industriel au service d'un projet éducatif territorial

- La pratique des activités techniques et scientifiques pour susciter des vocations

Mercredi 30

La complémentarité éducative au service de la promotion des sciences et techniques

9h : Qu'est ce que la complémentarité éducative ?

Ceméa et Francas : partenaires de l'école publique

Témoignages

11h : Visite de la Science Buissonnière

14h : Ateliers Thématiques (robotique, astronomie, défi scientifique, ...)

- OUVERT A TOUS - REPAS DISPONIBLE - INSCRIPTION ET RESERVATION VIA LES SITES INTERNET CEMEA ET FRANCAS



Les Francas

17, rue du Pré Martinet - 80000 BEAUVAIS
Tél : 03.44.15.56.98
Mail : formation.francas@orange.fr - www.francas.org

Les Ceméa

7, rue Henriette Dumuin - B.P. 2703 - 80027 AMIENS CEDEX 1
Tél : 03.22.71.79.00 - Fax : 03.22.91.08.50
Mail : contact@cemea-picardie.asso.fr - www.cemea-picardie.fr

[Programme et inscription en ligne ici](#)

CONVENTION TERRITORIALE HAUTS-DE-FRANCE DE **LEO LAGRANGE**

La convention territoriale Hauts-de-France de Léo Lagrange se tiendra le **vendredi 1^{er} juin 2018** à la salle du Foyer Alsacien, 80700 Roye, de **15h30 à 19h30** (buffet dînatoire).



Lors de notre convention territoriale Hauts de France / Normandie, se tiendra donc un :

« ProGRESS Café » sur le thème de
« Léo Lagrange Demain : Quel Engagement ? Quelle
Utilité Sociale ? »

À cette occasion nous avons le plaisir d'accueillir :

- Nicolas BRUSADELLI, doctorant en Sociologie de l'Université de Picardie Jules Verne.

Inscriptions en ligne : <https://goo.gl/forms/DezNd8ttMqcr8Kqv1>

Ou par mail à : vieassociativenidf@leolagrange.org avant le 25 mai 2018



LA MPT D'ABBEVILLE FETE SES 40 ANS

Le Vendredi 25 mai 2018 - 17h30

Plusieurs groupes musicaux de la région animeront la fête **dès 17h30**.

À partir de **21h**, soirée dansante avec la formation musicale lilloise « Higher Ground ».

Restauration sur place

A réserver **avant le 18 mai**

Couscous 10€ - Menu enfant 5€

Maison pour Tous - CS Abbeville –
1 Place Saint-Jacques, 80100 Abbeville
03 22 24 25 18

contact@mpt-abbville.asso.fr

<http://mpt-abbville.fr/>

SEJOURS LINGUISTIQUES EN TANDEM AVEC CEFIR

Le **CEFIR** organise cet été 2018 avec son partenaire Europa Direkt e.V. et le soutien de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) **deux séjours linguistiques franco-allemands** :

- **Tandem I** (pour les 14-16 ans) : **Du 09 au 15 juillet à Zuydcoote et du 15 au 21 juillet à Berlin**
- **Tandem II** (pour les 13-15 ans) : **Du 15 au 21 juillet à Schirgiswalde (à côté de Dresde en Saxe) et du 21 au 27 juillet à Zuydcoote**

Ces séjours s'adressent à un public de deux nationalités différentes et reposent sur le principe du tandem : **Allemands et Français participent ensemble** dans le but d'apprendre sur l'autre et avec l'autre. Les matinées sont consacrées aux activités linguistiques et les après-midi à des activités sportives, culturelles ou touristiques.

La moitié du séjour se déroule en France et l'autre moitié en Allemagne. Autant de Français que d'Allemands y participent en petit groupe.

Ces séjours linguistiques reposent sur la **découverte, la tolérance réciproque et la curiosité de l'autre** et projettent ainsi les participants dans une expérience humaine pratique. Ces séjours sont donc bien plus qu'un cours de langue traditionnel et sont ouverts à tous les niveaux, même aux débutants.

Plus d'informations et la fiche d'inscription : <http://www.cefir.fr/sejours-linguistiques-tandem-2018/>

Contact : Katrin HUML





Tout l'équipe du service vie culturelle et associative de l'université d'Artois est ravie de vous inviter au

21^{ÈME} FESTIVAL ARSÈNE

qui aura lieu du 14 au 18 mai 2018

à l'université d'Artois, au TANDEM Scène nationale et à l'Hôtel de Guînes à Arras

[Consultez la programmation en cliquant ICI](#)

[Réservez vos places en cliquant ICI](#)

Contact :

Service vie culturelle et associative - Université d'Artois

Maison de l'étudiant - La Ruche

Rue Raoul François – Arras

03 21 60 49 49 - culture@univ-artois.fr

www.univ-artois.fr/svca



AU NATIONAL

CONTRIBUTION AU DÉBAT « SERVICE NATIONAL UNIVERSEL »

Depuis sa réforme en 1997, le service national est universel : il concerne effectivement depuis 1997 les femmes comme les hommes, comportant des obligations (pour les personnes de nationalité française) et des volontariats (ouverts à d'autres nationalités), dont le **service civique depuis 2010**.

Il serait dommageable de discuter des modalités d'une nouvelle obligation de service national sans partir **du sens même de ce projet**. Or, malgré les différentes expressions politiques, il demeure **difficile de percevoir les objectifs fondamentaux** de ce futur service national universel et les besoins auxquels il répond, ou encore le public à qui il s'adresse.

S'il s'agit d'un projet de défense nationale organisé et encadré par les militaires, les membres du Cnajep s'y opposent. Pour nous, non seulement cette approche ne répondrait pas aux besoins de la défense, mais elle stigmatiserait immanquablement la jeunesse et générerait une contestation. C'est pourquoi, conscientes de leurs responsabilités, **les organisations de jeunes elles-mêmes refusent un service obligatoire, considéré comme une régression historique**.

En revanche, partageant un constat de carence, le Cnajep pense que les questions de défense nationale doivent dépasser leurs dimensions militaires : elles relèvent également -et peut-être plus encore- de **l'éducation et de la formation** des citoyens et des citoyennes dans un **objectif exigeant d'éducation à la paix, sociale et civile, en France et dans le monde**, de façon indissociable.

[Lire la contribution entière](#)

LE CNAJEP FETE SES 50 ANS

En 2018 le **Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep)** fête ses **50 ans** d'existence.

A cette occasion il lance une réflexion de prospective en organisant des ateliers autour du thème « **50 propositions pour les 50 prochaines années** ».

Les propositions auxquelles sont invitées à contribuer les associations de jeunesse et d'éducation populaire, seront diffusées et débattues lors de l'**Agorajep qui aura lieu à l'automne 2018**.

Accédez à l'ensemble des infos [ICI](#)

POUR UNE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AMBITIEUSE POUR LA JEUNESSE

En 40 ans, le taux de chômage des jeunes âgés de moins de 25 ans **est passé de 7% à 24,2%** de la population active au premier trimestre 2016 (INSEE). Il est ainsi deux fois plus élevé que pour le reste de la population. Par ailleurs, **14,5%** de jeunes français de 15 à 29 ans seraient NEET - ni en formation, ni en emploi, ni stagiaire - (INSEE, Eurostat). À l'heure où le **taux de pauvreté des 18-29 ans atteint 20%**, il est important que la jeunesse ne soit pas reléguée au second plan de cette future stratégie.

C'est au regard de ces constats alarmants que les organisations signataires du collectif "**Pour un Big Bang des politiques jeunesse**" se sont fortement engagées dans la concertation initiée par le gouvernement pour définir une stratégie nationale **de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes**. Les travaux mis en œuvre ont fait émerger 110 propositions qui visent à endiguer la pauvreté et réduire les processus de disqualification économique et sociale des jeunes qui représentent des coûts humains et sociaux importants pour la société.

[La suite du Communiqué du Collectif](#)

« JEUNES SANS DIPLOME : QUELS RAPPORTS AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI » ?

En France, les jeunes figurent parmi les catégories **les plus touchées par le chômage** avec **21,7 %** des moins de 25 ans au chômage en janvier 2018. Les chiffres de l'Union européenne ne sont guère plus encourageants avec un taux de chômage à **16,1 %** pour cette même catégorie en janvier 2018. Mais tous ne sont pas égaux face à l'emploi et les jeunes peu ou non diplômés connaissent un accès à l'emploi plus tardif et plus difficile, ainsi que des situations souvent plus précaires que les autres du même âge.

À l'occasion de la sortie du numéro 79 de la revue **Agora débats/jeunesses** consacré aux rapports des jeunes non diplômés au travail, l'**Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)** organise une **CONFERENCE-DEBAT LE JEUDI 31 MAI de 17h à 19h** au Foyer international des étudiantes, 93 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

L'occasion de déconstruire le préjugé d'une jeunesse désinvestie face au travail...

[S'inscrire à la conférence](#)

PAROLES ! ARC EN CIEL THÉÂTRE A LE PLAISIR DE VOUS INVITER AUX :

JOURNÉES DÉCOUVERTES DU THÉÂTRE INSTITUTIONNEL

LES 24 ET 25 MAI A PARIS

Associations, collectifs, collectivités territoriales, services publics, compagnies théâtrales,
militant-es, curieux-ses, etc...

Paroles ! Arc en Ciel Théâtre Grand Paris
Maison de Quartier des Linandes - 95000 CERGY - 07 81 52 37 53 - paroles.arcenciel@gmail.com

Paris
De 10h à 18h

Tarif individuel : 100 euros
Tarif militant sur demande
Tarif formation professionnelle : 293.40 euros
(agrément formation professionnelle - prise en charge possible)

Infos et inscriptions :
07 81 52 37 53
paroles.arcenciel(at)gmail.com
www.reseauarcencieltheatre.org

ANIMATEUR-TRICE DE CONSEIL : 3 JOURS POUR PRENDRE SES MARQUES

Ce stage apporte les compétences indispensables pour pouvoir **animer un dispositif de participation à destination des enfants ou des jeunes**. À l'issue du stage, chaque participant-e aura compris les **enjeux de la participation des enfants et des jeunes**, identifié **sa place et celle des autres acteurs** et enfin, sera capable d'**animer les différents temps d'un dispositif**.

Public concerné : Toute personne amenée à prendre en charge une fonction d'animation dans un dispositif de participation à destination des enfants ou de jeunes, ou entrée depuis peu dans la fonction.

Conditions du stage : Les 3 jours de formation se déroulent à Paris, du **mercredi 16 au vendredi 18 mai 2018 de 9h30 à 17h**.

Tarif : 630€ pour les adhérents (déjeuner compris)

Pour vous inscrire merci de compléter [le bulletin d'inscription](#) et de [l'envoyer par mail](#)

Plus d'information au 01 56 35 05 35



OUTILS



CONSULTATION

QUELLE EST VOTRE EUROPE ?

D'avril à octobre 2018, des Consultations citoyennes sur l'Europe se tiennent sur tout le territoire français. Elles permettent à tous ceux qui le souhaitent d'exprimer leurs avis et leurs propositions sur l'Union européenne. Le Président de la République a officiellement lancé les Consultations citoyennes le 17 avril à Epinal et des centaines d'évènements labellisés "Consultations citoyennes" sont attendus en France métropolitaine et d'outre-mer jusqu'à la fin octobre 2018.

Pour vous informer sur l'initiative, organiser un événement chez vous ou pour participer à la consultation, rendez-vous sur le site www.quelleestvotreurope.fr



REALISATION

LE CORPS EUROPEEN DE SOLIDARITE AVEC L'ADICE



L'ADICE (Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes) de Roubaix promeut l'égalité des chances en permettant aux personnes avec moins d'opportunités de vivre une expérience à l'étranger, grâce aux divers programmes français et européens de mobilité.

En tant que Centre d'Information Europe Direct, elle a développé 3 vidéos sur le Corps européen de solidarité : une [vidéo de présentation](#) et deux vidéos témoignages sur le [volet volontariat](#) et le [volet professionnel](#)



RESSOURCES PEDAGOGIQUES

SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Première association française de développement, le CCFD-Terre Solidaire lutte durablement contre la faim en s'attaquant à ses causes, des plus locales aux plus globales. Il soutient 697 projets dans 66 pays. Elle s'appuie sur un réseau de 15 000 bénévoles pour sensibiliser les Français à la **solidarité internationale** et agit auprès des décideurs pour construire un monde plus juste.

A cet effet, elle propose une **série d'outils** pour aider à **construire une démarche citoyenne**. Ils s'adressent à tous ceux et celles qui souhaitent s'informer et être sensibilisé aux questions de **solidarité internationale**.

[Retrouver l'ensemble de ces outils](#)



INFOS-REFLEXION



DOSSIERS THEMATIQUES



MIGRATIONS

AU NATIONAL

ÉTATS GÉNÉRAUX DES MIGRATIONS



Après une première rencontre nationale en octobre, des centaines de réunions et de mobilisations dans les assemblées locales et une journée collective en avril, **la session nationale des États Généraux des Migrations se tiendra les 26 et 27 mai 2018** à la salle des fêtes de **Montreuil** (Seine Saint-Denis).

Le programme de ces 2 journées sera inspiré des cahiers de doléances rédigés par les assemblées locales ainsi que de la journée de travail qui a réuni des membres de plus de 30 assemblées le 28 avril dernier.

Pour des raisons pratiques, cette première session nationale n'est, dans un premier temps, **ouverte qu'aux personnes (ou aux membres des associations) ayant participé aux assemblées locales, ainsi qu'aux membres des différents groupes de travail au niveau national.**

Un hébergement militant en île de France est prévu pour accueillir celles et ceux qui viendront de loin. L'inscription sera ouverte à toutes et à tous à partir du 18 mai.

[Dossiers et communiqués de presse](#)

[Le site](#)

MARCHE CITOYENNE ET SOLIDAIRE



« Nous marchons pour l'accueil des migrants, contre le « délit de solidarité », contre le blocage de la frontière franco-italienne et de la frontière franco-britannique. »

La Marche commence le **30 avril 2018** à **Vintimille** et se termine le **8 juillet** à **Londres**. Elle comporte 60 étapes, et passe notamment par Nice, Marseille, Lyon, Dijon, Paris et Lille.

Elle a aussi pour objectif de **valoriser le travail des citoyens, des associations, des collectifs** qui aident les migrants, dans les 60 villes-étapes, de créer du dialogue avec les citoyens.

Elle a aussi pour objectif **la collecte de fonds et l'encouragement à la collecte des biens nécessaires aux migrants** (vêtements, chaussures, couvertures, ...).

Organisation et programme :

L'organisateur de la Marche est l'Auberge des Migrants, en lien avec la Roya Citoyenne, et avec des « relais locaux », citoyens, associations et collectifs d'aide aux réfugiés.

Quel est le parcours et le calendrier ?

La Marche part de Vintimille le 30 avril 2018 et se termine à Londres le 8 juillet.

Chaque étape suivra, sauf cas particulier, les horaires approximatifs suivants : départ 9h30, arrivée 16h30. L'étape moyenne est de 20 à 25 km. Cela suppose, en enlevant une heure de pause, en moyenne 5 à 6h de marche à 4 km/h.

Le site : <https://www.laubergedesmigrants.fr/fr/la-marche-citoyenne/>

Pour voir la carte et la liste des étapes : <http://www.laubergedesmigrants.fr/fr/carte-etapes/>

LOI ASILE-IMMIGRATION : L'ASSEMBLEE NATIONALE ADOPTE LE TEXTE EN PREMIERE LECTURE

Après des dizaines d'heures de débats répartis sur sept jours, **les députés ont adopté en première lecture le projet de loi asile-immigration**, dimanche 22 avril. Du jamais vu, hors période budgétaire, depuis la loi Macron de 2014 ou l'homérique bataille du « mariage pour tous », il y a cinq ans jour pour jour.

Le texte, défendu par le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, entend principalement réduire les délais de traitement des demandes d'asile et améliorer les reconduites à la frontière pour ceux qui en sont déboutés. Toute la semaine, les discussions ont surtout donné lieu à un **affrontement entre deux visions de l'immigration et de l'accueil en France**, dans une ambiance souvent tendue et polémique.

[Lire l'article complet du Monde du 22/04/18](#)

DECRYPTAGE DU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION



Le projet de loi sur l'asile et l'immigration, présenté au conseil des ministres du 21 février 2018, consacre un très net **recul des droits** et va, s'il est adopté par le parlement, considérablement **dégrader la situation** d'un très grand nombre de personnes étrangères, par un affaiblissement de garanties et droits fondamentaux, et l'accentuation de la maltraitance institutionnelle.

Hormis de **rare mesures protectrices**, ce projet de loi instaure principalement des mesures **renforcées de restrictions, de contrôles et de « tris »**, à des fins d'empêchement d'entrée, d'expulsion et de bannissement du territoire. Il vient **amplifier la politique migratoire actuelle**, déjà fortement **attentatoire à la dignité et au respect des droits fondamentaux** des personnes.

[Retrouvez le dossier de décryptage de la Cimade](#)

DANS LES HAUTS DE FRANCE

LES MARDIS EN RESEAU AVEC L'EPI

Programme

10h00 - 11h00

L'emploi des migrants en question

11h15-12h30:

Quel accueil dans le département ?

12h30 - 13h30

Repas offert

13h30 - 15h45

La vie du réseau (discuter, s'identifier, se rencontrer, s'outiller)

16h00 - 16h30

Bilan et perspectives



Toutes les infos [ICI](#)

Adresses et horaires

10h00 - 16h30

22 mai 2018 à Rivery (Somme)

Maison pour tous

63 rue Baudrez - 80136 Rivery

29 mai 2018 à Lille (Nord)

Centre social de l'arbrisseau

194 rue Vaisseau le Vengeur - 59000 Lille

5 juin 2018 à Arras (Pas-de-Calais)

Maison des sociétés

16 rue Aristide-Briand - 62000 Arras

12 juin 2018 à Creil (Oise)

Centre social Georges Brassens

4 rue John-Kennedy - 60100 Creil

19 juin 2018 à Soissons (Aisne)

AMSAM

31 rue Anne Morgan - 02200 Soissons

POUR ALLER PLUS LOIN

- [Suivi en temps réel du projet de loi et analyse sur le site associatif du GISTI \(groupe d'information et de soutien des immigrés\)](#)
 - [Site de la Cimade](#)
 - [Site de RESF](#)
 - [Une carte participative des initiatives de solidarité avec les migrants](#)
 - [Site du Réseau d'associations intervenant auprès des exilé.e.s dans la région Hauts-de-France](#)
-

→ DIRECTIVE TRAVEL

DEVREZ-VOUS ETRE IMMATRICULE TOURISME EN 2018 ?

La **directive européenne** relative aux **voyages à forfait et aux prestations de voyage** a été adoptée le 25/11/15 par le Parlement Européen et le Conseil de l'Union Européenne. Publiée au Journal officiel le 11 décembre 2015, elle a été **transposée dans le droit français** par Ordonnance le 20 décembre 2017 suivie d'un décret d'application paru le **29 décembre 2017**. La mise en application est prévue au **1er juillet 2018**.

Cette nouvelle législation incluant désormais les **organismes à but non lucratifs**, une grande partie d'entre eux **devront s'immatriculer** auprès d'Atout France, disposer d'une **garantie financière** et se mettre en conformité avec la **règlementation du code du tourisme**.

À ce jour, dans le cadre d'une harmonisation des politiques nationales au niveau européen, l'exemption concernant les **accueils collectifs de mineurs (ACM) et les Villages Vacances non lucratifs** disparaît de ce projet de loi. Ce qui signifie qu'à partir du 1er juillet 2018, la quasi-totalité des activités du **Tourisme social et solidaire** nécessiteront l'immatriculation tourisme de nombreuses structures.

L'article complet sur le [site de l'UNAT](#)

IMPACTS DE LA DIRECTIVE TRAVEL SUR LES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS A BUT NON LUCRATIF

A compter du **1^{er} juillet 2018**, des associations et organismes sans but lucratif **organisant des ACM** (tous les organisateurs à but non lucratif de **colonies de vacances, les comités d'entreprises, les mairies organisatrices, le scoutisme**) vont se voir soumis à une **obligation d'immatriculation « tourisme »** et à justifier d'une **garantie financière** affectée au remboursement des fonds versés par le client « consommateur » et couvrant les frais de rapatriement si nécessaire.

Cette déclaration et garantie financière entraineront de **nouveaux coûts** pour l'organisation de séjours, fragilisant encore un peu plus l'activité des ACM et par conséquent l'accès des enfants aux vacances et aux loisirs.

De plus, ces nouvelles obligations semblent **démessurées et inappropriées** au regard de ce que sont les colonies de vacances, les camps scouts et les vacances organisées pour les personnes porteuses d'un handicap qui se font en France. Cette nouvelle obligation ne s'appuie sur **aucune identification des besoins et des difficultés** connues sur le terrain et se révèle déconnectée de tout un secteur.

La note complète de la JPA [ICI](#)

UNE DIRECTIVE EUROPEENNE INQUIETE LES ORGANISATEURS DE COLOS ET DE CAMPS SCOUTS

Une **directive européenne** entrant en vigueur le **1^{er} juillet** provoque l'inquiétude d'organiseurs de **colonies de vacances et de camps scouts**. Ils vont en effet devoir se plier à de **nouvelles règles financières**.

« Cette directive Travel a été transposée dans le droit français (...). Au nom de la protection des consommateurs, elle oblige les organisateurs de ce type de séjours à abonder un fonds de garantie financière », explique à la radio François Mandil, délégué national des **Scouts et Guides de France**.

À ses yeux, cette directive "illustre une vision très marchande des accueils pour mineurs à but non lucratif" qui les assimile à du tourisme alors qu'ils sont portés par des "militants de l'éducation populaire".

Même son de cloche du côté du **Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC)**, qui annonce une hausse des inégalités sociales et a lancé une pétition. "Être assimilé au tourisme et opérateurs de voyage transformera le champ de l'animation, en augmentant toujours plus les catégories d'enfants n'ayant plus accès aux vacances", dénonce l'organisation.

[Retrouvez ICI l'ensemble de l'interview](#)

LA DIRECTIVE TRAVEL VA-T-ELLE TUER LES COLOS ?

La **directive européenne Travel** entrera en vigueur le **1^{er} juillet**. Visant initialement à **protéger les touristes** européens contre les défaillances d'organiseurs de voyages et de séjours touristiques, sa mise en œuvre présente des **effets collatéraux sur les accueils collectifs de mineurs (ACM) à caractère éducatif**.

Alors que le ministère de l'Education nationale lance une **nouvelle campagne nationale de promotion des colonies de vacances**, cette perspective inquiète les organisateurs de camps et colonies de vacances et, plus largement, de tous les ACM à caractère éducatif, ainsi que ceux gérant des villages de vacances ou des maisons familiales agréées. Faute de dérogation, ces organisateurs (associations, communes, comités d'entreprise, mouvements de scoutisme...) pourraient en effet se trouver **soumis aux mêmes obligations que les sociétés privées organisatrices de séjours touristiques**.

Accéder à l'article sur le site de Localtis : [ICI](#)

POUR ALLER PLUS LOIN

- [La directive européenne « Travel » du 25/1115](#)
- [Pétition contre la directive Travel sur « change.org »](#)
- [Une députée modem interpelle Blanquer au sujet de la directive Travel](#)
- [L'interview à ce sujet dans l'émission de RTL « petit matin » du 9 mai](#)

TRAVAIL SOCIAL, TRAVAIL POLITIQUE ?

Le nouveau **numéro de la Revue Savoir/agir** : de nombreux auteurs explorent **la dimension politique de différents métiers du travail social**.

Autonomie professionnelle, rapport à la commande publique, militantisme, réappropriation politique des métiers, contrôle social et émancipations sont autant de thématiques qui traversent les écrits de ce numéro.

L'Éducation Populaire n'est pas en reste puisque **Nicolas Brusadelli**, ancien salarié doctorant et personne qualifiée du **CRAJEP Picardie**, signe un article intitulé « **réinventer l'animation par l'éducation populaire ?** » où il analyse la dynamique portée par l'association amiénoise la Boîte Sans Projet.

Jérôme Camus et Frédéric Chateigner réalisent un entretien de salarié.e.s de deux coopératives d'éducation populaire politique, l'Engrenage (Tours) et la Trouvaille (Rennes).



Vous pouvez accéder aux articles à prix réduit sur le site du Cairn : [ICI](#)

VOX PUBLIC – PREMIER RAPPORT D'ACTIVITES



L'association **Vox Public** vient de faire paraître son premier rapport d'activités. Cette association qui se donne « pour but **de soutenir et d'accompagner les initiatives citoyennes lorsque celles-ci visent à influencer les politiques publique pour réduire les injustices sociales, les discriminations et les pratiques de corruption** » avait en effet été créée en décembre 2016.

L'association peut donc fêter « **un an au service du pouvoir citoyen** ». 14 projets associatifs et citoyens accompagnés, partage d'annuaires de personnalités politiques et médiatiques, le rapport d'activités permet aussi de faire un focus sur la gouvernance de l'association, basée sur un modèle de « **participation concentrique** ».

Le rapport est accessible sur le site de l'association : [ICI](#)

LES DISCRIMINATIONS DANS L'ACCES AU LOGEMENT EN FRANCE

La **Fédération de Recherche TEPP (Travail, Emploi et Politiques Publiques) du CNRS** a publié, en décembre 2017, le rapport du projet DALTON, s'intéressant aux « **Discriminations dans l'Accès au Logement : un Testing de Couverture Nationale** ».

Les chercheurs y exposent **l'ampleur de la discrimination dans l'accès au logement du parc privé, couvrant un spectre large de motifs de discriminations** : l'âge, l'origine, le lieu de résidence, le statut de fonctionnaire et leurs combinaisons.

Le rapport est disponible sur le site de TEPP : [ICI](#)





CONSEILS CITOYENS OU TABLES DE QUARTIER ?

« Le pouvoir peut-il être octroyé par décret ou doit-il se conquérir par la mobilisation ? Quels sont les moteurs de la participation citoyenne et les conditions requises ? L'expérience comparée des conseils citoyens et des tables de quartier, depuis trois ans, est riche d'enseignements. »

Dans son article d'avril 2018, la **Revue Projet** dresse une analyse comparée des deux dispositifs expérimentés dans les **quartiers prioritaires de la politique de la ville**, l'un initié par l'Etat suite à la réforme de la Politique de la Ville, l'autre initiée avant cette réforme et pilotée par la **Fédération des Centres Sociaux** au niveau national.

Accéder à l'article sur le site de la Revue Projet : [ICI](#)

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL LES PRINCIPALES PRECONISATIONS

Le président de la République a, depuis fin avril, le rapport du groupe de travail sur le **service national universel** entre les mains. Des décisions devraient être annoncées « dans les prochaines semaines ». **Tour d'horizon des préconisations.**

Le rapport, dont l'AFP a obtenu copie, suggère d'organiser le SNU **en deux phases** :

- Un tronçon obligatoire d'**une durée d'un mois**, après la classe de troisième, **entre 15 et 18 ans**, comprenant un « **temps de cohésion** » de **15 jours en hébergement** pendant les vacances scolaires, et articulé autour de **plusieurs modules** (« développement personnel », « résilience », « droits et devoirs dans la République », « esprit de défense »...), suivi d'un **temps d'engagement** de **15 jours** autour d'un « **projet collectif** », pas nécessairement en internat cette fois. Cette séquence obligatoire serait étalée sur l'année par fractions de 80 000 jeunes à la fois.

- Une deuxième phase d « **engagement volontaire au service du pays** » d'une durée de **trois à six mois, avant 25 ans**, qui pourrait s'effectuer **soit dans la sphère militaire, soit dans le civil** (pour une majorité), dans des secteurs comme l'environnement et le développement durable, l'aide aux personnes, le tutorat... Cet engagement pourrait, « selon les cas, donner lieu à une indemnisation », suggère le rapport, qui vise 500 000 jeunes concernés en 2022.

[Lire l'article complet sur le site du Télégramme.fr](#)

RAPPORT BORLOO SUR LES BANLIEUES : 11 ASSOCIATIONS REMERCIENT (TRIPLEMENT) L'ANCIEN MINISTRE

"Merci d'avoir mis le doigt sur tant de vérités." Plusieurs associations de jeunes citées dans le rapport remis par Jean-Louis Borloo publient une **lettre ouverte à destination de l'ancien ministre**.

Fin avril, Jean-Louis Borloo remettait à Edouard Philippe son **rapport sur les banlieues**. Un travail très attendu par les acteurs de terrain, qui espèrent qu'Emmanuel Macron suivra les **19 propositions** de l'ancien ministre. Pour le savoir, il faudra attendre le discours du président de la République **le 22 mai prochain**. D'ici là, dans une tribune au JDD, plusieurs associations remercient Jean-Louis Borloo pour le travail effectué. "Merci d'avoir mis le doigt sur tant de vérités que vivent au quotidien celles et ceux qui, contre vents et marées, avec des moyens de fortune **font exister l'Etat, la République et l'action citoyenne dans des contextes particulièrement complexes**", écrivent-ils notamment.

[Accès à l'article complet sur le site du JDD.fr](#)

L'ART, LA CULTURE ET L'EDUCATION POPULAIRE AU CŒUR DU COMBAT EMANCIPATEUR.

Une forme de totalitarisme globalisé et financiarisé tente de **fabriquer du consensus** en s'emparant des imaginaires. Des **œuvres, des langages, des revues, des lieux, des festivals, des artistes disparaissent** tandis que de **grands groupes globalisés** font main basse sur la production artistique, sur les médias et le numérique. Ils fabriquent et diffusent massivement des « **produits culturels** » **standardisés et uniformisés**.

Prises au piège de l'austérité et minées par les critères libéraux, les institutions culturelles publiques voient leur **fonction créatrice, critique et citoyenne, menacée**. Parallèlement un processus de dépossession culturelle frappe la **jeune génération des classes populaires** qui subit **misère sociale et psychique, échec scolaire et précarité, assignation identitaire, raciste et discriminatoire**.

La crise est économique, sociale et écologique. Elle est aussi **démocratique et culturelle**. Parce que ces aspects sont au cœur de **l'aliénation des classes populaires** comme de leur marginalisation politique, leur sous-estimation est pour beaucoup dans les difficultés que nous rencontrons pour **transformer la colère sociale en force politique alternative**

[L'article complet de L'Humanité du 13 avril 2018](#)

La Jep'info est un outil d'information et de mobilisation au service des acteurs de la jeunesse et/ou de l'Education Populaire. Elle est construite avec vous. Pour proposer un article, communiquer sur un sujet, un projet, un évènement, apporter une ressource...
c'est ici